

L'hôpital de Manosque en manque de réanimation ?

Les représentants du Collectif pour une réanimation à Manosque ont rencontré Patricia Saez, Présidente de la CLI, le 24 mars dernier.

Les besoins sanitaires de la population ne seraient pas satisfaits en matière de réanimation.

Ce collectif se mobilise depuis plusieurs années pour obtenir l'ouverture d'un service de réanimation polyvalente au Centre Hospitalier Louis Raffalli de Manosque. Il était intervenu sur ce sujet à une réunion publique de la CLI en 2015.

« Depuis 2006, des promesses ont été faites, mais elles ne sont toujours pas honorées », s'indigne le collectif. Pourtant, son argumentaire déroule des chiffres inquiétants :

- L'hôpital de Manosque doit répondre aux besoins d'un bassin de santé de 117 000 habitants, jusqu'à 240 000 personnes en période estivale et de cure.
- Avec une moyenne nationale de 0,91 lit de réanimation pour 10 000 habitants, c'est 11 lits qui seraient normalement justifiés.
- Avec plus de 60 000 habitants, l'agglomération de Manosque est, de plus, le territoire en plus forte croissance du département 04. A titre d'exemple, ITER – l'un des plus importants chantiers d'Europe, situé à proximité – va attirer plusieurs milliers de personnes, avec des risques nouveaux d'accidents du travail

ou de circulation. En 2010, le Directeur général d'ITER Organization était d'ailleurs intervenu en faveur de la création de ce service de réanimation.

- 80% de la population concernée est à plus de trente minutes d'un service d'urgence, dont 30% à plus d'une heure.
- Près de 300 patients sont évacués tous les ans vers les services de réanimation de Marseille et d'Aix, mais également de Toulon et de Nice.
- Selon une étude du CHU de Poitiers⁽¹⁾, on observerait un accroissement de plus de 40% des décès chez les patients qui ne bénéficient pas d'une prise en charge dans les meilleurs délais. Cela représenterait au niveau local un tribut annuel de 20 morts.

Fort des 65 000 signatures recueillies par la pétition qu'il a lancée et du soutien des élus locaux, le collectif est résolu à poursuivre son combat jusqu'à la prise en compte des besoins hospitaliers locaux par les pouvoirs publics.

⁽¹⁾ Mortalité accrue chez les patients admis en retard en réanimation, Agence de Presse Médicale International, février 2012.

